

Le Point

Thibault de Montbrial : « Ne pas mourir entravés par nos valeurs »

ENTRETIEN. Terrorisme islamiste, séparatisme... Dans son livre « Osons l'autorité », l'avocat en appelle aux « fondements de notre souveraineté nationale ».

Propos recueillis par Marc Leplongeon

Publié le 17/11/2020 à 14:00 | Le Point.fr



Thibault de Montbrial a rarement la voix qui tremble. Il cherche parfois ses mots, mais n'a jamais la langue qui fourche au moment de les prononcer : l'avocat a cette parole libre que les politiques n'ont pas, bavasse peu, va droit au but, même s'il n'apprécie pas cette dernière expression – c'est un supporter du PSG. Ses prévisions font frémir. Le 25 septembre dernier, l'avocat, par ailleurs président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure (CRSI), publie ainsi dans *Le Figaro* une tribune alarmante et très documentée : « Ces faits qui font craindre de nouveaux attentats islamistes en France ». Le jour même, la prophétie se réalise : un Pakistanais de 25 ans tente d'assassiner un homme et une femme devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*. Le 7 octobre, il a publié son nouveau livre, *Osons l'autorité*, aux éditions de l'Observatoire. Il y recommande, entre autres propositions, de dissoudre deux associations, BarakaCity et le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qu'il accuse de répandre la haine sur le territoire. Ce seront les premières annonces

que le ministère de l'Intérieur fera, après la décapitation du professeur Paty, mort pour avoir enseigné la liberté d'expression à ses élèves. Entretien avec une des voix les plus écoutées sur la sécurité intérieure.

Le Point : Le « terrorisme endogène structuré », tel que vous le nommez, est, selon vous, la prochaine grande menace à laquelle la France devra faire face ?

Thibault de Montbrial : On parle beaucoup depuis la rentrée – et à raison – des conséquences du procès Charlie, de la republication des caricatures, et de la montée en puissance de la Turquie. En France, tout le spectre terroriste s'agite. Cela a conduit aux trois attaques individuelles de cet automne. Mais si on prend du recul, si on se place dans l'analyse de l'évolution de la menace, nous sommes au-devant d'une mutation et d'une aggravation de celle-ci. En effet, des ressortissants français, européens et nord-africains sont allés au djihad et sont revenus avec ce que les militaires appellent le goût du sang dans la bouche. Ils ont un prestige lié au passé, une capacité à recruter les radicalisés endogènes, à les former militairement et à coordonner des actions. On estime à environ 300 le nombre de Français rentrés du djihad. Mais c'est un chiffre blanc donné par les autorités. Il existe un autre chiffre, gris celui-ci, qui comprend des centaines de combattants maghrébins revenus chez eux, qui peuvent totalement se fondre à la population française et entrer sur notre territoire eu égard à la porosité de nos frontières. Ainsi, la structuration d'un terrorisme islamiste sur notre territoire est une conséquence inéluctable de ces dernières années.

« Les islamistes non violents et les terroristes poursuivent un même but : instaurer un islam politique. »

D'autant que s'ajoutent les sortants de prison...

De nombreuses personnes qui ont été sur zone irako-syrienne, qui ont eu des velléités de départ ou qui ont été condamnées pour apologie de terrorisme ou association de malfaiteurs terroriste dans les années 2013, 2014 ou 2015 ont reçu des peines relativement clémentes. Certains sont déjà sortis de prison et sont attentivement surveillés. D'autres ont été condamnés pour des faits de droit commun, mais se sont radicalisés en prison. Il y a de surcroît, autour des profils dont on vient de discuter, tout un écosystème islamiste de gens qui n'ont pas forcément l'envie de passer à l'acte, mais qui adhèrent à un certain nombre d'idées ou qui sont prêts, dans un rapport de loyauté, à fournir un soutien logistique. Le sondage Ifop sorti début novembre (57 % des jeunes musulmans sondés estiment que la charia, la loi de Dieu, est plus importante que la République, NDLR) confirme une tendance

véritablement observée depuis 2016 sur notre sol. J'insiste sur ce point : les islamistes non violents et les terroristes poursuivent un même but : instaurer un islam politique.

Des spécialistes du djihad, comme le journaliste de France 24 Wassim Nasr, estiment que les dernières attaques, commises par des personnes seules et non revendiquées, relèvent moins du terrorisme que du pur fanatisme...

Je ne dis pas autre chose, mais nous le disons différemment. Si on prend le tableau d'ensemble, il y a les fréro-salafistes qui prônent une doctrine. Puis viennent ceux qui la mettent en œuvre. En clair : il y a les intellectuels, puis les opérateurs. Les hommes du rang qui font la guerre ont-ils tous une vision élaborée de leur combat ? Le terrorisme islamiste a compris que l'intérêt de la propagande massive était de manipuler les esprits fragiles qui, à force de voir des scènes d'horreur et des têtes coupées, sont conduits à basculer. Il y a dix ans, ils auraient probablement décompensé différemment. J'ajoute que l'émergence d'un terrorisme endogène structuré n'empêchera, hélas, pas la pérennisation de tels actes individuels.

Avant même l'annonce du ministère de l'Intérieur, vous appeliez déjà à la dissolution de BarakaCity et du CCIF. Pourquoi ?

Ils illustrent, pour moi, la mise en œuvre des préconisations d'Abou Moussab al-Souri (un théoricien du djihad, NDLR). Pour lui, l'une des deux conditions de la conquête, c'était de réislamiser la culture des migrants, notamment en cassant les mécanismes d'intégration par des actes de provocation/victimisation. Le but est de renvoyer sans cesse ces gens à leur culture en soulignant ce qui les différencie de leur terre d'accueil, et en leur expliquant que les pays où ils ont trouvé refuge ne font rien pour leur intégration. Le CCIF procède à une véritable chasse à l'incident sur les réseaux sociaux, incidents qui seront ensuite politisés et dont ils tenteront de faire croire qu'ils sont systémiques. Quant au président de BarakaCity, il procède notamment à de la désignation d'objectifs en accolant l'étiquette d'islamophobes à ceux qui lui déplaisent, le tout générant au mieux un cyberharcèlement. Quand il fait ça, il ne peut ignorer que cela va générer des milliers de messages et que, peut-être, dans le lot, il y a un petit nombre de gens qui va capter ces messages comme des appels à la violence. C'est comme une sorte d'illumination laser sur des cibles. Je ne dis pas que c'est le résultat souhaité, mais c'est un résultat rendu possible et dont il est difficile de croire que les auteurs de ces messages n'ont pas conscience.

« La France ne peut pas se permettre de mourir, entravée par nos propres valeurs. »

Vous dites ne pas croire au « grand remplacement », une thèse d'extrême droite conceptualisée par Renaud Camus, mais vous évoquez dans votre livre une « grande évolution » à l'œuvre en France. Que voulez-vous dire ? En quoi est-ce différent ?

Je pense qu'il y a une évolution de fait de notre population qui a des conséquences sur l'islamisme et la délinquance. Mais contrairement à ce qu'affirme Renaud Camus, le théoricien du grand remplacement, je ne crois pas que ce soit le produit d'une stratégie pensée et exécutée comme telle pour faire pression à la baisse sur les salaires et créer un marché mondial de la main-d'œuvre à bas coût. Mais cette évolution réelle et spectaculaire rend crucial de ne plus transiger sur l'assimilation. Tout ce qui est comportement ou appel à des comportements contraires à nos valeurs, comme l'égalité femmes-hommes, le droit de croire ou de ne pas croire, le droit d'aimer qui on veut, c'est dehors. La France ne peut pas se permettre de mourir, entravée par nos propres valeurs. Si des étrangers sont condamnés par la justice, il faut négocier avec les pays d'origine pour qu'ils aillent purger leur peine dans le pays d'origine. Comment expliquer que, selon la Cour des comptes, seulement 15 % des obligations de quitter le territoire français (OQTF) prononcées aient pu être exécutées en 2018 ? Nous devons faire pression sur les pays d'origine via les leviers que nous possédons : l'aide financière et l'attribution de visas consulaires. Vous voulez des visas étudiants ? OK, mais vous reprenez vos délinquants. Il ne faut avoir aucun état d'âme. La France ne doit pas hésiter à mettre son poids économique et son attractivité consulaire dans la balance. Nous avons le droit de choisir qui nous voulons sur notre territoire. C'est un des fondements de la souveraineté nationale. Il n'y a pas de droit naturel à entrer en France et à y rester. C'est une hérésie.

Se réveille-t-on trop tard pour mener la lutte contre le séparatisme ?

Déjà, il faut être clair. Aujourd'hui, le seul séparatisme qui remet en cause la cohésion sociale, c'est l'islamisme. On pourrait d'ailleurs discuter le terme même de séparatisme. Ce que veulent les islamistes, c'est conquérir, pas faire bande à part. Ce terme méconnaît donc la dimension offensive du sujet. Mais c'est tout de même un progrès réel, car le candidat Emmanuel Macron avait une vision très anglo-saxonne des problèmes de laïcité et de communautarisme. L'exercice du pouvoir lui a manifestement ouvert les yeux. Il y a urgence. La France a subi deux fois en treize jours l'application de la charia, d'abord devant un collège, et ensuite dans une église. On a vu des journalistes, des titres de presse, certains politiques (mais, hélas, pas tous) dire des choses qu'ils n'avaient jamais dites. C'est en luttant contre l'islamisme que nous protégerons ceux de nos compatriotes musulmans qui n'aspirent qu'à une seule chose : vivre de façon apaisée au sein de notre nation.

« Osons l'autorité », par Thibault de Montbrial (éditions de l'Observatoire)